

# Élections en Israël : la diplomatie française doit prendre ses responsabilités

Les résultats des élections législatives en Israël du 23 mars sont sans appel : au moins 65 députés sur les 120 que comptent la Knesset sont favorables à l'annexion de terres palestiniennes en Cisjordanie. Au moins 97 parlementaires se prononcent pour la poursuite de la colonisation et autant sont défavorables à l'établissement d'un État palestinien dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale, donc opposés à l'application du droit international.

Parmi les nouveaux entrants, six députés sont issus du Parti sioniste religieux, héritiers de la pensée du rabbin Meir Kahane. De 1984 à 1988, ce dernier était député à la Knesset : à chacune de ses interventions, l'assemblée se vidait refusant de cautionner sa présence. Pis, en 1994, l'État israélien a fait interdire son parti pour racisme et incitation au terrorisme.

Aujourd'hui, les Kahanistes sont de retour à la Knesset et ils ont bénéficié d'un accord de partage des voix avec le candidat du Likoud et actuel Premier ministre, Benyamin Netanyahou. En cas d'accord gouvernemental, ils ont toutes les chances d'obtenir des ministères. Homophobes, fascistes et racistes, les disciples de Kahane ne cachent pas leur souhait d'expulser les Palestiniens de leurs terres.

Les diplomaties françaises et européennes doivent constater cet état de fait : sans des sanctions et une réelle pression internationale, le prochain gouvernement israélien continuera à agir impunément au détriment du droit international.

Nous appelons la France à prendre ses responsabilités en agissant concrètement pour le respect des droits des Palestiniens, en portant haut la demande de mettre fin à l'impunité de la politique israélienne, et à soutenir l'initiative de la Cour pénale internationale visant à enquêter sur les crimes commis en Territoire palestinien occupé.

*Le Bureau national de l'AFPS*

*Le 25 mars 2021*